



Oxfam France
AGIR ICI

HANDICAP
INTERNATIONAL



Secours Catholique
Réseau mondial Caritas

Communiqué de presse / Embargo jusqu'à 0h01 GMT le 7 janvier 2010

Urgence pour éviter une nouvelle guerre au Sud Soudan

Dans un rapport intitulé « Sauver la paix au Sud-Soudan » publié à la veille du cinquième anniversaire de la ratification de l'accord de paix conclu entre le gouvernement soudanais et le Mouvement de libération du peuple du Soudan, dix ONG internationales, parmi lesquelles Handicap International, Oxfam International et le Secours Catholique – Caritas France, soulignent qu'en l'absence d'une intervention internationale urgente, un conflit de grande ampleur pourrait ressurgir au Sud-Soudan.

Les organisations indiquent qu'un cocktail mortel, composé de violences, de pauvreté chronique et de tensions politiques, a entraîné l'accord de paix au bord de l'effondrement.

« 2009 a été marqué par une résurgence de la violence au Sud-Soudan : environ 2 500 personnes ont été tuées et 350 000 autres ont fui leurs foyers, soit un bilan humain plus lourd que celui de l'année passée au Darfour. Les 12 prochains mois seront cruciaux, alors que ces violences pourraient encore augmenter et faire en 2010 du Sud-Soudan une des plus graves situations d'urgence en Afrique » déclare Nicolas Vercken, d'Oxfam France – Agir ici.

Le rapport affirme qu'au cours des 12 prochains mois, plusieurs sujets sensibles pourraient entraîner une flambée de violence, notamment la tenue des premières élections multipartites en 24 ans, et le référendum dans le cadre duquel les Soudanais du Sud décideront de rester unis au Nord ou de faire sécession pour devenir indépendants.

Afin de protéger les civils lors de cette période décisive, les ONG exhortent le Conseil de sécurité des Nations unies à s'assurer que la protection des civils devienne l'une des principales priorités de la MINUS, la force de maintien de la paix de l'ONU. Les organisations ont également appelé la communauté internationale à faciliter la médiation entre le Nord et le Sud avant les élections et le référendum, dans l'objectif de réduire les risques de conflit et de soutenir les efforts sécuritaires déployés par le gouvernement du Sud.

La France est membre permanent du Conseil de Sécurité et premier contributeur en 2010 du Fonds européen de développement, auquel pour l'instant le Soudan n'est pas éligible, malgré les besoins criants en termes de développement et la stabilisation que pourrait apporter une nécessaire reconstruction. *« Dans les prochains mois, la France doit tout mettre en œuvre pour s'assurer que la protection des civils soit au cœur des priorités des casques bleus, et faire en sorte que les populations du Sud-Soudan ne soit pas privées d'une aide au développement cruciale »* ajoute Nicolas Vercken.

Les ONG soulignent également que la frustration grandissante à l'égard de l'absence de développement au Sud-Soudan réduit les chances de paix. *« Après cinq ans de paix, le Sud-Soudan reste l'une des régions les plus pauvres du monde. Les gens s'attendaient à ce que la paix soit synonyme de développement économique. Mais la construction du pays et la reprise économique sont bien trop lentes et inégales, alors que certaines régions isolées restent fortement affectés par les urgences humanitaires. Les donateurs internationaux et*

le gouvernement doivent sans délai améliorer l'aide apportée à ces régions et aider les populations les plus vulnérables » souligne Stanislas Bonnet de Handicap International.

La crise du Sud-Soudan s'aggrave à un moment où la situation au Darfour, à l'Ouest du Soudan, reste l'une des plus importantes situations d'urgence humanitaire au monde. Les organisations préviennent qu'il ne pourra y avoir de paix durable au Darfour si les accords de paix entre le Nord et le Sud échouent en raison du manque de soutien de la communauté internationale.

« Nous avons besoin d'un engagement diplomatique soutenu de la part de la communauté internationale, y compris des pays voisins du Soudan. Cela avait permis dans un premier temps d'aboutir à un accord de paix que beaucoup considéraient initialement comme impossible. Aujourd'hui, un nouvel engagement est nécessaire pour s'assurer que tous ces efforts ne soient pas réduits à néant. Un retour aux armes n'est pas inévitable, mais le sort du Sud Soudan repose entre les mains du monde qui devra prendre au sérieux les signaux d'alarme de l'année dernière et afficher sa volonté politique de sauver la paix » conclut Armelle Guillembet du Secours Catholique - Caritas France.

Contacts presse :

- Oxfam France – Agir ici : Magali Rubino – 01 56 98 24 45 - 06 30 46 66 04
- Handicap International : Sophie Couturier - 01 43 14 87 02 - 06 60 97 09 38
- Secours Catholique / Caritas France : Anne Bonnefont - 01 45 49 74 93 / 06 07 12 46 36

Notes aux rédactions :

Le rapport « Sauver la paix au Sud-Soudan » sera disponible en PDF en français jeudi matin.

L'Accord de paix global de 2005 a été ratifié le 9 janvier 2005. Il a mis fin à une guerre divisant le Nord et le Sud du Soudan ayant coûté la vie à deux millions de personnes et qui a déplacé 4 millions de personnes loin de leur foyer.

Selon les ONG, le monde a largement ignoré les souffrances de la population au Sud-Soudan. Les communautés révèlent que les femmes et les enfants ont de plus en plus été visés par les attaques sur les villages sans que le Gouvernement du Sud-Soudan ni les forces internationales de maintien de la paix ne soient capables d'assurer leur sécurité.

Moins de la moitié de la population dispose d'un accès à l'eau potable et les taux de mortalité maternelle sont parmi les pires au monde. Il existe à peine 50 km de routes goudronnées dans l'ensemble de la région, dont la superficie équivaut à celle de la France, et de nombreuses zones sont coupées du monde pendant les mois de la saison des fortes pluies, ce qui rend l'aide humanitaire quasiment impossible. Près de 80 % des adultes ne savent ni lire ni écrire et un enfant sur sept décède avant son cinquième anniversaire.

Les dix organisations soutenant le rapport sont : Christian Aid, Cordaid, Handicap International, ICCO, International Rescue Committee, Oxfam International, Save the Children Sudan, Caritas France/ Secours Catholique, TearFund et World Vision.